

Mexique: Nouvelle menace de répression contre le NODHO et les Maîtres d'écoles à Puebla (VIDEOS)

25-03-2010

Le 19 mars 2010 la Commission Juridique du Consejo Democrático Magisterial Poblano (CDMP) et le Nodo de Derechos Humanos (NODHO), nous avons été informés que la Procure Générale de Justice de Puebla (PGJ) en charge de Rodolfo Igor Archundia Sierra, par l'intermédiaire du Ministère Public (MP) Javier Carrión Jiménez, a déposé devant la deuxième juge du tribunal pénal de Puebla, Rosa Celia Pérez González, une demande d'enquête préliminaire pour le supposé délit de « dégat à la propriété privée » contre deux Défenseurs des Droits de l'Homme et 15 Maîtres d'écoles, les mêmes qui ont été détenus le 10 juin 2009 durant la répression contre une manifestation du Magistère.

Les Faits : Le 19 mars on nous informe que depuis le 5 mars la PGJ, dont Rodolfo Igor Archundia Sierra est à la tête, par l'intermédiaire du MP Javier Carrión Jiménez, a déposé devant la deuxième juge Rosa Celia Pérez la Demande d'Enquête Préliminaire 400/2009/-DMS-3º/DMS-II pour le supposé délit de « dégat à la propriété privée » contre le Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE) Section 23 et 51 et demande la détention de Tamara San Miguel Suárez, Itzel Sánchez Martínez, toutes deux membres du Nodo de Derechos Humanos ; de Mariano Rolón Castelán, Evaristo Matero Hernández, Lourdes Valderrábano Teresa, María de Jesús Herrera López, Marcelino Becerra Sollo, Justino Jacinto Rosas, Floriberto Vergara Cañongo, Rosa Isela Hernández Viderique, Mario Rubén Caamaño Lara, Gregorio Martínez Hernández, Marcelino Vázquez Ildfonso, Verónica Ramírez Jarquin, Lorena Ramírez Jarquin, Manuel Morales Espíndola, Éfego Márquez Luna, tous membres du Consejo Democrático Magisterial Poblano. Les 17 accusés sont les mêmes qui ont été frappés et détenus arbitrairement le 10 juin 2009 par des Policiers Ministériels, des policiers de l'Etat, des policiers métropolitains et des policiers municipaux de Puebla, quand le Gouvernement de l'Etat de Puebla en charge de Mario Marín Torres a réprimé une manifestation des maîtres d'Écoles contre l'Alliance pour la Qualité de l'Éducation (ACE). Les 17 détenus le 10 juin sont restés en liberté et ont déposé plus tard plainte auprès de la Commission des Droits de l'Homme de Puebla et auprès de la PGJ (No. 386/2009). Celle-ci a été enregistré le 17 Février par la Procureur de Puebla. Vidéo de la répression du 10 juin 2010 Actions sollicitées : * Appeler par téléphone à la Deuxième Juge Pénal de Puebla, au Procureur de Justice de Puebla et au Président du Tribunal Supérieur de Justice de Puebla en exigeant qu'ils abandonnent ces actions répressives contre les Défenseurs du Nodo de Derechos Humanos et contre les Maîtres d'Écoles du Consejo Democrático Magisterial Poblano. Deuxième Juge Pénal :

Rosa Celia Pérez González

Juzgado 2º de lo Penal en Puebla

Tel/Fax : +52 (222) 2466082 Procureur de Justice de Puebla

Rodolfo Igor Archundia Sierra

Procuraduría General de Justicia

Tel/Fax : +52 (222) 2370418 ext. 7802 Président du Tribunal Supérieur de Justice (Puebla)

León Dumit Espinal

Tribunal Superior de Justicia

Tel/Fax : +52 (222) 2296638 * Écrire au Procureur de Justice de Puebla et au Président du Tribunal Supérieur de Justice de Puebla et au Gouverneur de l'Etat de Puebla en exigeant qu'ils abandonnent ces actions répressives contre les Défenseurs du Nodo de Derechos Humanos et contre les Maîtres d'Écoles du Consejo Democrático Magisterial Poblano. Procureur de Justice de Puebla

Rodolfo Igor Archundia Sierra

Procuraduría General de Justicia

Tel/Fax : +52 (222) 2370418 ext. 7802

procurador.pgj@puebla.gob.mx Président du Tribunal Supérieur de Justice (Puebla)

León Dumit Espinal

Tribunal Superior de Justicia

Tel/Fax : +52 (222) 2296638

comunicate@htsjpuebla.gob.mx Gouverneur de l'Etat de Puebla

Mario Marín Torres

Gobierno del Estado de Puebla

Tel/Fax : +52 (222) 7771000

governador@puebla.gob.mx Merci d'envoyer une copie de vos appels a comunicacion@nodho.org et a la représentation diplomatique du Mexique dans vos pays. Antécédents de la Répression à Puebla, Mexique 15-06-2009

La seule réponse du gouvernement au mouvement, c'est la répression armée, des incarcérations arbitraires, de nombreux enseignants mais aussi parents d'élèves et étudiants ont été blessés lors de manifestations pacifiques qui ont eu lieu dans plusieurs régions du Mexique : Morelos, Quintana Roo, Guerrero, Veracruz, Puebla, Hidalgo, Coahuila et Basse Californie. En mai 2008, le gouvernement du président mexicain Felipe Calderón lançait un grand plan de réforme du système éducatif mexicain : l'Alliance pour la qualité de l'éducation (ACE). L'ACE vise notamment la mise en place de tests standardisés pour contrôler le personnel enseignant, la sélection sur des bases politiques en vue de leur accès à l'emploi, la réduction de la liberté académique, l'accentuation de la sélection étudiante et, à terme, l'ouverture à un contrôle plus important de l'éducation par les intérêts corporatifs des entreprises privées. Un plan d'action nationale contre

ACE a été mis en place dans dix-huit États du Mexique. Il rassemble enseignants, parents d'élèves et étudiants qui refusent ACE. Une fois de plus ce 10 juin 2009 est marqué par la répression. À Puebla lors d'une manifestation dans le centre ville alors que les manifestants étaient en train d'occuper un bâtiment appartenant à la SNTE [Syndicat national des travailleurs de l'éducation], la police ainsi que des personnes vêtus en civil avec le visage masqué sont intervenus. Ces corps de police étaient armés de matraques, de boucliers et de gaz lacrymogènes. La répression contre les manifestants et les observateurs des droits de l'homme a été féroce et brutale. On dénombre à l'heure actuelle plus d'une trentaine de blessés et dix-sept personnes ont été arrêté violemment dont deux personnes de l'Autre Campagne, qui ont été libérées depuis. De plus deux personnes ont disparu, personne n'a de nouvelles d'elles depuis la manifestation. Nous exigeons la libération des détenus : Mariano Rolón Castelan

Manuel Martínez Espindola
 Tamara San Miguel (libérée)
 Itzel Sanches Martínez (libérée)
 Evaristo Mateo Hernández
 Lourdes Valderrabano
 Verónica Ramírez Jarquin
 Lorena Ramírez Jarquin
 Marcelino Vázquez Ildfonso
 Floriberto Vergara Cañongo
 Mario Ruben Lara Caamaño
 María de Jesus Herrera López
 Elfego Márquez Luna
 Rosa Isela Hernández
 Justino Jacinto Rosas

Gregorio Martínez Hernández La présentation en vie et en bonne santé de : Lucio Mendieta Noriega
 Nasario Flores Juárez Le gouverneur de Puebla Mario Marín et le ministre local de l'éducation Darío Carmona sont responsables du sort des détenus et des personnes disparues ainsi que de la violence et de la répression qui a eu lieu pendant cette manifestation. Nous resterons attentifs à l'évolution de la situation. Halte à la répression à Puebla !

Libération de tous les prisonniers : Atenco, Chiapas, Morelos, Oaxaca, Puebla … ! Plus d'infos : Vidéos de la manifestation : http://www.youtube.com/watch?v=KaYlMnZK2vg&feature=player_embedded
http://www.youtube.com/verify_age?next_url=/watch%3Fv%3DhnkDPuEGZ_s%26feature%3Dplayer_embedded
<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/> <http://codemagisterialpoblano.blogspot...> <http://www.europazapatista.org/?Nouvelle-menace-de-repression> <http://liberonsles.wordpress.com/> Lettre de soutien envoyée depuis l'Europe Aux compagnes et compagnons du NODHO des Droits de l'Homme - Puebla
 Au Conseil Démocratique des Maîtres d'Ecole de Puebla (CDMP)
 Au Réseau contre la Répression et pour la Solidarité
 Aux compagnes et compagnons de l'Autre Campagne
 Aux médias de communication alternatifs nationaux et internationaux

22 mars 2010

Depuis l'Europe, c'est avec beaucoup d'indignation et de préoccupation, que nous avons appris que la Procure Générale de la Justice dont le directeur est Rodolfo Igor Archundia Sierra, a par l'intermédiaire du Ministère Public de Javier Carrión Jiménez, déposé devant la deuxième juge du tribunal pénal de Puebla, Rosa Celia Pérez González, la demande d'enquête préliminaire 400/2009/-DMS-3º/DMS-II pour le supposé délit de « dégât à la propriété privée » du Syndicat National des Travailleurs de l'éducation (SNTE) Section 23 et 51 et a demandé la mise en détention de Tamara San Miguel Suárez, y de Itzel Sánchez Martínez toutes deux appartenant au Nodho des Droits de l'Homme et adhérentes à l'Autre Campagne, ainsi que contre des Maîtres d'écoles, tous faisant parti du Conseil Démocratique des Maîtres d'Ecole de Puebla : Mariano Rolón Castelan, Evaristo Matero Hernández, Lourdes Valderrábano Teresa, María de Jesús Herrera López, Marcelino Becerra Sollo, Justino Jacinto Rosas, Floriberto Vergara Cañongo, Rosa Isela Hernández Viderique, Mario Rubén Caamaño Lara, Gregorio Martínez Hernández, Marcelino Vázquez Ildfonso, Verónica Ramírez Jarquin, Lorena Ramírez Jarquin, Manuel Morales Espindola, Elfego Márquez Luna.

Les 17 accusés sont les mêmes qui ont été frappés et détenus arbitrairement le 10 juin 2009 par des Policiers Ministériels, des policiers de l'Etat, des policiers métropolitains et des policiers municipaux de Puebla, quand le Gouvernement de l'Etat de Puebla en charge de Mario Marín Torres a réprimé une manifestation des maîtres d'écoles contre l'Alliance pour la Qualité de l'Éducation (ACE).

Depuis différents pays d'Europe, nous condamnons ces actes d'intimidations et exigeons que la Juge Rosa Celia Pérez annule l'Enquête préliminaire 400/2009/-DMS-3º/DMS-II pour le supposé délit de « dégât à la propriété privée » mené contre les maîtres du Conseil Démocratique des Maîtres d'Ecole de Puebla et contre les deux compagnes appartenant au Nodho des Droits de l'Homme de Puebla et adhérentes à l'autre Campagne.

Nous informerons les gens ici de ces actes d'injustice. Nous restons attentifs à ce cas.

Halte à la répression et à la criminalisation du mouvement social !

Prisonnières et prisonniers liberté !

S'ils en touchent unE, ils nous touchent touTEs !

Confederación General del Trabajo CGT del Estado Español
Grupo IRU (estado español)
Red Libertaria Apoyo Mutuo (estado español)
Plataforma de Solidaridad con Chiapas-PLATA (Madrid-Estado Español)
Comite de Solidaridad con los Pueblos de Chiapas en Lucha, Cspcl-París,Francia
Grupo Les trois passants, Francia
La Unión Mexicana Suiza(UMES) de Zürich Suiza,
Colectivo ALANA (Solidaridad, Resistencia, Dignidad) Grecia.
Cooperativa de Comercio Solidario “LA SEMILLA” Grecia
Grupo Zero Hebdo, Paris, Francia
collettivo zapatista marisol, lugano